



Mettons la finance à sa place !

Fin février, lors de la réunion de Berlin, les pays européens du G20 avaient exprimé leur souhait de « réguler et surveiller l'ensemble des acteurs des marchés », en renvoyant les prises de décisions concrètes au G20 de Londres le 2 avril. En amont de ce sommet, une journée internationale de mobilisation aura lieu le samedi 28 mars dans la lignée de la dynamique entamée lors du FSM de Belém et autour de la déclaration « Mettons la finance à sa place ! ».

Avec des slogans « *Nous ne paierons pas pour leurs crises* », « *Imposons nos solutions face au G20* » ou encore « *Put People first !* », cette journée du 28 Mars sera l'occasion de faire entendre la voix des mouvements : « *Le monde n'a pas seulement besoin de régulations supplémentaires sous l'égide d'institutions internationales en partie responsables de la crise actuelle ; il a besoin d'un nouveau système démocratique fondé sur le respect de tous les droits de l'Homme, la satisfaction des besoins sociaux, le travail décent, la souveraineté alimentaire, le respect de l'environnement et la restauration des écosystèmes, la diversité culturelle, l'économie sociale et solidaire et une nouvelle conception de la richesse, basée sur son réel partage et une conception écologique et sociale du développement.* » (Lire l'appel sur le site)

En France des actions décentralisées auront lieu sous l'impulsion des collectifs locaux des différentes associations et syndicats qui appellent à la mobilisation. A Paris, cela prendra la forme d'une manifestation et de plusieurs actions de rue à partir de 14h30.

L'AITEC participe à la vie des différents collectifs français et européens, à leur animation et à la mise en lien des différentes dynamiques initiées.

www.speculand.com/28mars | www.putpeoplefirst.org.uk



AGENDA

12 mars (19h): En vue d'un Forum social Paris Métropole, réunion de préparation à la Bourse du Travail

15 mars (14h30) : Manif. contre les expulsions. départ République

16 mars (18h30) : Atelier Gd Paris avec Alain Fabart sur le thème de la mobilité au CICIP

17 mars (19h30) : Rencontre avec Laurence Costes sur Henri Lefebvre et le droit à la ville au Café « La Commune » (12^{ème})

19 mars : Grève et manifestations !

20 mars (9h-17h) : Hommage à Françoise Navez-Bouchanine à l'EN d'architecture Val de Seine

26 Mars (19h) : Atelier urbain sur la gestion urbaine de proximité dans les projets ANRU au CICIP

28 mars : Mobilisation internationale contre le G20 !

1^{er} au 5 avril : Contre sommet des 60 ans de l'OTAN à Strasbourg

8 avril (18h30) : CA de l'AITEC au CICIP

Contact

21 ter rue Voltaire - 75011 Paris
(0033) 1 43 71 2222
<http://aitec.reseau-ipam.org>



CRISE(s)

Rapport Larosière

Le groupe d'experts nommés par la Commission et chargé de définir des solutions pour sortir de la crise a remis son avis le 25 février dernier. Ce groupe était présidé par Jacques de Larosière, ancien gouverneur de la Banque de France et ancien directeur général du Fonds monétaire international et 4 des 8 membres de ce comité ont occupé ou occupent encore des fonctions dans des groupes bancaires. Lire les réactions de Corporate Europe Observatory, Spinwatch, Lobbycontrol et Friends of the Earth Europe « *EU banks on insiders to fix the financial crisis, says new report* » et celle d'ATTAC « *Pour régler la crise, l'UE s'en remet aux banquiers* »

<http://www.foeeurope.org/declaration> | <http://www.france.attac.org/eubank>

La Commission européenne a adopté ce rapport dans sa totalité le 4 mars. Voir « *EU backs new financial regulatory framework* »

<http://euobserver.com/9/27715>

SERVICE PUBLIC

Les SIG – Enjeux des élections européennes

Le compte rendu du séminaire organisé par le Celsig le 13 novembre dernier au Comité des régions à Bruxelles est désormais disponible en ligne : « Les services d'intérêt général (SIG) – Enjeux des élections européennes de juin 2009 » Retrouvez également les propositions du Celsig en amont des élections au Parlement européen « 2009 – Mettre les SIG au cœur des institutions européennes »

<http://www.celsig.org/CRseminaire> | <http://www.celsig.org/propositionsUE>

Mobilisation contre la loi Bachelot !

La mobilisation pour le retrait de la loi Bachelot se poursuit : retrouvez les info, revues de presse, des communiqués, des études et l'annonce des prochaines échéances sur le site de la coordination nationale des comités de défense des hôpitaux et maternités de proximité.

[Http://www.coordination-nationale.org](http://www.coordination-nationale.org)

URBAIN

La mobilité dans la métropole

7^{ème} séance du groupe de travail Grand Paris, introduite par Alain Fabart

Il est indéniable que la première problématique qui vient à l'esprit est celle d'un système d'infrastructures susceptibles d'irriguer la région capitale, d'en réduire les ghettos et lieux d'exclusion, d'en améliorer les accès pour tous, d'en faciliter les déplacements, etc. Mais le chantier à aborder s'ouvre sur un horizon de plusieurs décennies qui ne saurait être éclairé qu'en termes de transports physiques, qu'ils soient publics ou individuels, et d'infrastructures multimodales de liaison pour les digérer. Aujourd'hui de façon plus cruciale qu'hier, « crise » oblige, on doit imaginer d'autres pistes plus hardies qui s'articulent sur le concept global de « mobilité » à développer en termes de développement durable, notamment de substitution aux déplacements en général, à la voiture en particulier, grâce à une autre organisation des échanges. Cette approche de la mobilité élargit considérablement le champ de la métropole. Elle invite à une relecture de la ville à travers de nouveaux usages et une revalorisation de la notion de "proximité", à remettre à plat le fonctionnement de l'urbain et en reconfigurer l'aménagement en reposant la question de la densité, donc du « vivre ensemble ». Appréhender la métropole à partir de la mobilité ouvre ainsi des perspectives, notamment en appui sur les réseaux infra-structurels de télécommunications (internet, téléphonie mobile, transport public comme lieu interactif de rencontre,...). Cette approche générique pose de multiples questions concrètes en matière d'organisation polycentrique du Grand Paris... celles-là même qu'il faudra sans doute aborder dans le débat.



Le 16 mars à 18h30 au CICP, 21 ter rue Voltaire, 75011 Paris

Hommage à Françoise

Quelle place pour les habitants dans la politique urbaine ? Un regard Nord/Sud

Cette journée d'hommage scientifique se propose de construire et de reconstruire une partie de l'édifice intellectuel tirée de l'abondante œuvre de Françoise Navez-Bouchanine, l'enjeu étant de valoriser, mettre en débat et prolonger les recherches initiées par notre collègue. Les interventions partent de ses travaux pour en extraire les apports et explorer leurs prolongements à travers des recherches individuelles et collectives ciblant toutes à leur façon l'enjeu central de la prise en compte du social dans la pensée urbaine et urbanistique au Sud comme au Nord. Des tables rondes seront proposées autour de quatre thèmes : pratiques habitantes ; urbanités et normes ; dimensions sociales des politiques urbaines ; savoirs sociaux, savoirs habitants et savoirs professionnels. Consulter le programme sur le site de l'AITEC.



Le 20 mars de 9h à 17h à l'École Nationale d'Architecture Val de Seine. <http://www.navez-bouchanine.com/>

Abonnez vous à la mailinglist AITEC URBAIN :

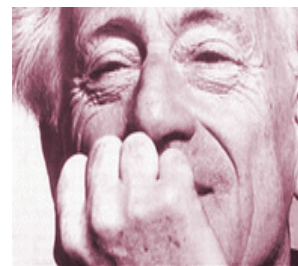
aitec-urbain@reseau-ipam.org

retrouvez l'actualité de nos groupes de travail, des ateliers urbains mensuels et de l'information sur les mouvements sociaux urbains et le droit à la ville !

Henri Lefebvre, Le droit à la ville

Présentation suivie d'une discussion et d'un repas

En mars nous proposons une rencontre avec Laurence Costes qui publie son ouvrage « *Henri Lefebvre, Le droit à la ville, vers la sociologie de l'urbain* ». Laurence a souhaité contribuer à mieux faire connaître aux jeunes générations la pensée d'Henri Lefebvre en la resituant dans une démarche de constitution d'un champ de la sociologie consacré à l'urbain. Ce commentaire aborde le contexte historique du *Droit à la ville* qui réaffirme l'espace comme un enjeu social et politique et offre un rapide aperçu de la diffusion des idées de ce manifeste : de mai 68 à banlieue 89, du PSU à l'AITEC, en passant par son influence dans la sociologie urbaine.



Le 17 mars à 19h30, au café associatif « La Commune Libre », 3 rue d'Aligre, 75012 Paris –

<http://www.cl-aligre.org>

La gestion urbaine dans les projets ANRU

Atelier débat « comprendre, agir, proposer »

Si à l'origine la gestion urbaine de proximité (GUP) est un dispositif de la politique de la ville visant à améliorer la qualité de vie des habitants, pour les opérations de rénovation urbaine, c'est devenu un critère d'éligibilité des projets sans qu'aucun mode opératoire ne soit précisé pour sa mise en œuvre. La GUP semble alors se limiter à la signature de conventions spécifiques et d'actions pour « atténuer les désagréments liées aux démolitions ». Critiquée comme étant un dispositif technique de rationalisation et de gestion de l'environnement urbain, elle est pourtant considérée par certains comme le volet social des opérations de rénovation urbaine, N'y a t'il pas un glissement entre le travail social traditionnel et l'« action sociale » des bailleurs dans les volets GUP ? La GUP n'est elle pas un repli sur une approche technicienne des quartiers face à une incapacité à résoudre les difficultés sociales ni même à animer des « projets de territoire » ? De fait la GUP influe t'elle sur la recomposition de l'intervention sociale et territoriale dans les sites en rénovation urbaine notamment après les démolitions ?

Le 26 mars à 19h30, au CICP, 21 ter rue Voltaire, 75011 Paris

La place des jeunes ?

Suite de l'atelier débat du mois de Février

Nous avons eu de nombreuses réactions sur l'atelier débat intitulé : « Les projets ANRU, piège ou opportunité pour l'accès des jeunes au logement et à la citoyenneté ? ». Alors que dans certains quartiers, 1 habitant sur 2 a moins de 30 ans, aborder la rénovation urbaine à partir des jeunes est une approche quasi inexistante. L'AITEC souhaite donc continuer à travailler ce thème dans les prochains mois, et commencera par un projet d'enquête élaborée et réalisée par des jeunes de la Cité de l'Europe à Aulnay-sous-bois.

Contactez-nous pour plus d'informations.

Les Ateliers Urbains sont ouverts à tous !

Depuis plusieurs mois nous abordons les questions relatives aux projets de rénovation urbaine.

Les thèmes déjà réalisés:

- Le devenir du logement social
- Les diagnostics
- Le relogement
- Les amicales de locataires
- La place des jeunes

Les mouvements sociaux urbains au FSM 2009

Retour de Belém

Lors du Forum social mondial de Belém, un espace intitulé « Tente de la Réforme urbaine » a réuni des mouvements sociaux, ONGs, universitaires, professionnels et autorités locales qui agissent à l'échelle locale et internationale pour la construction du droit à la ville. La déclaration finale est explicite : « les mouvements sociaux urbains construisent la convergence » et propose un agenda commun avec plusieurs évènements clés notamment le Forum urbain mondial en 2010 à Rio de Janeiro. Une forte mobilisation du FNRU, qui regroupe 25 organisations brésiliennes, était visible ainsi que du mouvement bolivien RENASEH qui a lutté avec succès pour la reconnaissance du droit à l'habitat et au logement comme droit fondamental reconnu par la constitution de la République de Bolivie. On retiendra aussi la présence remarquée de David Harvey qui propose une analyse marxiste du lien entre ville et capitalisme et de l'enjeu du « droit à la ville »



A SUIVRE DANS NOS RESEAUX ...

Agitation géographique

du 16 au 28 mars à l'Institut de Géographie Alpine et l'université occupée à Grenoble

Deux semaines pour se donner les outils de compréhension de la transformation des villes. L'idée c'est de discuter de nos villes, de nos espaces, et de comment on les utilise pour lutter. Nos espaces, nos villes nous échappent... Comment vit-on à Grenoble, à Marseille... ? Comment y vivrons-nous ? Où sont les zones de résistances ? Comment les riches achètent et se protègent dans des résidences, quartiers, villes fermées, closes ? Où se retranchent les pauvres ? Voici la dernière transformation de la ville : elle devient « territoire ». Au programme : projection de films, débats, lectures de textes, formes de résistances... Plus d'infos : <http://grenoble.indymedia.org>

La Ville et les Ombres

Rencontres autour de la pièce de théâtre *La Ville et les Ombres* de J. Riche à Lausanne

Le 23 juillet 2007, le squat genevois du Rhino a été évacué après vingt ans d'occupation. Dans l'esprit du théâtre documentaire, J. Riche a rassemblé les faits et les mots. Il en a tiré une mosaïque de voix et d'images dans laquelle la ville devient un être vivant, déchiré de contradictions. Ce spectacle offre l'occasion d'une large réflexion sur le droit au logement, la ville et l'urbain. Au programme : une exposition itinérante, une conférence de Andy Merrifield (auteur de *Henri Lefebvre. A critical introduction – New York 2006*), une table ronde et une balade urbaine... <http://www.grangededorigny.ch>

Architecture, urbanisme et technologies

Fin janvier, plusieurs hacktivistes internationaux ont réalisé un atelier à l'école supérieure d'architecture d'Alicante intitulé « architecture, urbanisme et technologies dans le conflit Palestine-Israël » Cette initiative se situe dans le prolongement de la pensée d'auteurs comme Eyal Weisman, Alessandro Petti ou Naomi Klein qui étudient la place de l'urbanisme, de l'architecture et des technologies dans le conflit israélo-palestinien. L'atelier a produit une série de cartographie pour représenter Gaza sous ses formes urbaines, territoriales et architecturales. Les participants se sont plus particulièrement concentré sur la ville divisée de Rafah, son urbanisme insurgé à travers ses installations souterraines et invisibles. Les résultats de l'atelier seront présentés au CCCB de Barcelone du 19 au 21 mars 2009. *Blog de l'atelier (en espagnol)* : <http://tallerinvierno.ning.com>

DETTE ET DEVELOPPEMENT

La dette en chiffres

par D. Millet et E. Toussaint

Pour comprendre la crise mondiale en cours, le CADTM met à disposition un ensemble de données qui permettent de déchiffrer un des ressorts essentiels de la situation internationale envisagée du point de vue du Sud de la planète. »

<http://www.cadtm.org/spip.php?article4154>

Qui doit à qui ?

Communiqué de presse de la campagne contre la dette «Qui doit à qui ?» (Quien debe a quien ?): « Surendetter l'Afrique n'est pas une solution pour sauver l'économie espagnole ». La campagne souhaite « exprimer son plus profond refus face au nouveau plan du gouvernement central qui prétend destiner 100 millions d'euros, à travers le Fonds d'Aide au Développement (FAD, Fondo de Ayuda al Desarrollo), pour le financement de projets favorisant l'exportation d'infrastructures en Afrique. »



<http://www.aitec.reseau-ipam.org/spip.php?article953>

Banque Mondiale

Communiqué de la Banque mondiale, février 09 : « Les gouverneurs de la Banque mondiale approuvent une réforme de la gouvernance et créent un siège supplémentaire d'administrateur pour l'Afrique ».

<http://web.worldbank.org/communiquefrançais>

Campagnes et mobilisations

Luttons contre les expulsions

Dimanche 15 mars à 14h30 à République

Le 15 mars marque la fin de la trêve hivernale et le retour des expulsions pour un nombre croissant de familles et de personnes. La Loi Boutin sur le logement, qui vient d'être adoptée accélère les expulsions par la réduction des délais et s'attaque au droit à un logement stable des locataires. La situation économique est très dégradée et de nombreux locataires rencontrent des difficultés pour payer leur loyer et leurs charges, alors que les prix des loyers et de l'immobilier n'ont pas baissé. Dans ces conditions, l'accès à un logement durable pour les demandeurs de logement, les jeunes, les migrants et les salariés modestes est devenu très difficile, voir impossible. Pour exiger l'arrêt immédiat des expulsions locatives, le droit à un logement stable, la baisse des loyers et la réalisation massive de vrais logements sociaux : manifestons le 15 mars !

Procès du Dal en appel : Le réquisitoire de l'Avocate Générale de la Cours d'Appel tranche avec celui du tribunal de police qui avait en octobre dernier demandé une amende de 32 000 euros, et avait débouché sur la condamnation à 12 000 euros. Les Avocats de DAL ont demandé la relaxe, car notamment, cette infraction qui vise l'abandon d'objets et d'encombrants, ne peut concerner des êtres humains, et qu'elle ne peut être un instrument pour chasser les sans abris et attaquer les associations de défense des sans logis. Le Jugement sera rendu le 28 mai, à 13h30.

19 mars : Grève et manifestations !



A la suite du succès de la journée du 29 janvier, les huit fédérations syndicales ont appelé à la poursuite du mouvement. Dans un communiqué commun en date du 23 février, elles considèrent que « les mesures sont trop parcellaires pour modifier le cap économique de la politique gouvernementale » et que « la crise nécessite des réponses d'une toute autre portée ». Alors que la crise économique s'étend le 19 mars va-t'il lancer un printemps social ?

Lire l'appel : <http://aitec.reseau-ipam.org/spip.php?article949>

Bloquons l'OTAN !

Un contre sommet est organisé à l'occasion des 60 ans de l'OTAN qui sera marqué par la réintégration de la France. L'OTAN –actuellement en guerre en Irak et Afghanistan -est basé sur l'ensemble des continents, outrepassé les Nations Unies et les règles du Droit international, et encourage la militarisation et l'escalade des dépenses militaires. De nombreuses organisations se sont mobilisées pour organiser 5 jours d'actions et bloquer le sommet malgré les interdictions de manifester et la mise en place d'une zone rouge dans l'hyper centre de Strasbourg. Un campement est mis en place par la coordination anti-OTAN pouvant accueillir 6000 personnes à proximité du grand ensemble de Neuhof.

<http://www.otan-non.org>

Démocratie et Libertés,

Pour un Paris sans caméra

23 mars à 19h au Café associatif de la Commune libre d'Aligre

La mairie de Paris, approuvant le projet du gouvernement, financera en partie l'installation de caméra de surveillance dans les rues et sur les places de Paris. Avec la multiplication des caméras, c'est à une diffusion rampante et désormais déclarée de cette pratique que nous assistons, sans avoir aucun contrôle sur les décisions qui sont prises et l'utilisation des données stockées. A l'initiative de la Commune Libre d'Aligre, une dizaine d'organisations ont monté le collectif « Démocratie et Libertés, pour un Paris sans caméra » ouvert à celles et ceux qui prennent publiquement position contre la vidéosurveillance. Des tracts, affiches, pétition et site internet sont en préparation.

Vers un Forum social « Paris Métropole »

Comité d'initiative le 12 mars à 19h, Bourse du travail

Dans la lignée du processus altermondialiste, plusieurs comités locaux de Paris et de villes de banlieue ont lancé un appel pour organiser un Forum social métropolitain. Justifiant la nécessité de construire des convergences à cette nouvelle échelle pertinente, cet appel s'adresse à l'ensemble des organisations et individus de la métropole qui souhaite contribuer de nouveaux rapports de forces et proposer des alternatives. Cette initiative souhaite s'inscrire pleinement dans la construction du prochain évènement décentralisé prévu en Janvier 2010.

publication

Dossier Noir

Logement et pauvreté au Québec Des chiffres et des visages, FRAPRU, 2009

Ce dossier noir sur le logement et la pauvreté est le cinquième publié en vingt ans par le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU). Il est, comme les précédents, basé en très large partie sur les données du dernier recensement canadien, dans ce cas-ci celui de 2006. Ce recensement a eu lieu au moment où la croissance économique amorcée au milieu des années 90 se poursuivait de plus belle au Québec. Il aurait donc dû témoigner d'une amélioration significative de la réalité des locataires. Ce n'est pas le cas. La redistribution inéquitable de la richesse engendrée par la croissance et la sévère pénurie de logements locatifs qui affecte toujours le Québec ont totalement miné cette possibilité. Qu'arrivera-t-il maintenant que la situation économique recommence à se dégrader ?

Instruments juridiques de la coopération décentralisée

Nouvelle édition, Cité Unies France

Cette publication intègre la loi du 2 février 2007 (portant le nom du sénateur et ancien maire de St Etienne, Michel Thiollière) qui conforte et élargit la loi du 6 février 1992 et fait de l'action internationale une compétence à part entière des collectivités territoriales. L'ouvrage comporte un rappel de l'évolution jurisprudentielle et une présentation du nouveau cadre juridique.

Pour vous procurer un exemplaire, merci de vous adresser à Cités Unies France (Katarina Fotic, k.fotic@cites-unies-france.org) ou de le commander en ligne : <http://cites-unies-france.org>

La finance décomplexée

10 propositions pour s'en débarrasser, CNCND

Ce document à télécharger vise pour l'essentiel à contribuer au débat sur les alternatives au capitalisme financier. La première section est consacrée à l'identification des causes principales de la crise financière qui a éclaté aux États-Unis durant l'été 2007 avant de contaminer l'ensemble du système financier international. La seconde partie propose une liste non exhaustive de mesures à mettre en œuvre pour remettre la finance au service des besoins sociaux et économiques de nos sociétés. Bien que la majorité d'entre elles soient surtout adaptées au contexte des économies développées et émergentes, leur application aurait également des effets directs sur la stabilité financière des pays moins avancés.

<http://www.cncd.be/spip.php?article552>

Aménagement urbain et transition post-keynésienne

Le numéro 4 de la revue Métropoles est entièrement disponible en ligne. Les textes sont pour certains issus du colloque « Aménagement urbain et transition post-keynésienne » qui s'est déroulé en octobre 2007 pour analyser les caractéristiques de l'aménagement urbain et identifier les risques et les opportunités d'une nouvelle phase de transition. Ce numéro est introduit par Alain Weber qui lance la question des régulations pour l'aménagement urbain au 21^{ème} siècle dans un contexte d'effacement de l'Etat dans la production de l'urbain. A remarquer l'article de Xavier Desjardins, Le logement social au temps du néolibéralisme, qui analyse la reconfiguration des politiques du logement social et de ses finalités au cours des trente dernières années. <http://metropoles.revues.org>

Cette France-Là

Ouvrage collectif, ed. La Découverte, 2009

Cette France-là, c'est la France qui prend forme depuis le 6 mai 2007. Dès la campagne présidentielle, Nicolas Sarkozy s'est engagé à faire de la politique d'immigration et d'identité nationale une clé de voûte de son mandat. Il importe de prendre cet engagement au sérieux, et de se donner les moyens d'en appréhender la réalité en effet : la mission confiée au ministère de l'Immigration rompt-elle véritablement avec l'action des gouvernements antérieurs ? Et si la rupture annoncée est avérée, de quelle nature est-elle ?

Ouvrage collectif de contre-expertise, Cette France-là mobilise les savoirs et savoir-faire des sciences sociales, du journalisme et du travail associatif pour dresser un état des lieux annuel de la politique d'immigration choisie par le chef de l'État. Quatre autres volumes viendront jalonner le quinquennat de Nicolas Sarkozy.

Travailler peut nuire gravement à votre santé

Anne Thedaud-Mony

Chaque récit de ce livre témoigne du fait que travailler est aujourd'hui synonyme de mise en danger délibérée d'autrui, atteintes à la dignité, non assistance à personne en danger, expérimentation humaine, violences physiques et morales, répression syndicale, en toute impunité pour les employeurs et donneurs d'ordres, responsables de la mort, du suicide ou de blessures dites « involontaires » de milliers de travailleurs. Comme chercheur en santé publique mais aussi comme porte-parole du réseau international Ban Asbestos, l'auteure souhaite, par ce livre, donner l'alerte sur une situation très grave et sur la nécessité d'une mobilisation collective la plus large possible visant à briser l'impunité de ceux qui en sont responsables. A quand un tribunal pénal international du travail ?

La Fondation Copernic lance l'appel « Travailler tue en toute impunité : pour combien de temps encore ? » Une pétition est en ligne, et une réunion publique se tiendra le samedi 21 mars 2009 de 9h à 18 heures dans la salle « grande Croizat » à la Bourse du Travail (Paris 10ème).

Colloque « Faire une Ambiance »

Actes

Le colloque international, *Faire une ambiance/ Creating an Atmosphere*, qui s'est déroulé à Grenoble les 10, 11 et 12 septembre 2008, avait permis de lancer un réseau interdisciplinaires sur les ambiances architecturales et urbaines. Ce réseau souhaite mettre en lumière le capital de savoir-faire exercé dans le champ de la production architecturale et urbaine et dans celui des arts d'aujourd'hui, arts de la rue, médias, design et surtout au delà de la stricte « maîtrise technique des ambiances ». La prochaine rencontre aura lieu à Rio de Janeiro du 3 au 6 novembre 2009 organisé par le groupe de recherche « Architecture, Subjectivité et Culture » de la Faculté d'Architecture de l'Université Fédérale de Rio.

<http://www.ambiances.net>

Le Foncier en milieu urbain

Actes

En 2008 la journée d'étude annuelle de l'ADP (Association de professionnels pour le Développement Urbain et la Coopération) était consacré à la question du foncier. Pierre Laye a introduit la journée de la manière suivante : « Chaque année, la question du foncier a toujours été évoquée, parce que on ne peut pas traiter, sans doute, des politiques d'aménagement du territoire, des politiques de développement urbain, des politiques de développement rural sans aborder la question du foncier. On peut donc dire que nous avons toujours parlé du foncier. Mais, nous pouvons dire aussi que nous n'avons jamais parlé du foncier dans la mesure où il ne fût pas un thème central de nos journées. Le foncier est, en tant que

tel, une vraie problématique, une science et donc mérite d'être traité non pas comme une annexe, un volet d'autres problématiques, mais constitue un sujet en lui-même. » On retrouve dans ces actes les interventions de Vincent Renard, JF Tribillon, Virgine Rachmuhl...

<http://www.adp.asso.net/>

Ouagadougou (1850-2004) : une urbanisation différenciée

Ouvrage collectif, IRD, 2009

Ouaga, capitale administrative du Burkina Faso connaît un processus d'urbanisation important notamment depuis la révolution de 1983. L'ensemble urbain est encore hétérogène, associant un centre ville moderne, des zones d'habitat dense, parfois insalubres et des fronts d'urbanisation irrégulière. Les quartiers sont différenciés tant par leur structure démographique que par leur accès aux services : approvisionnement en eau, assainissement, offre de soins, écoles et marchés. Cet atlas présente l'évolution de la ville depuis la période coloniale jusqu'à aujourd'hui, selon trois thématiques : l'évolution spatiale de la ville ; les différenciations de l'espace en fonction de la population et de l'habitat ; la structuration de l'espace par rapport aux équipements collectifs. Une attention particulière a été portée à la compilation de données anciennes et récentes. Ces données montrent comment, en fonction d'éléments géographiques objectifs liés aux habitants et à leurs conditions de vie, se distinguent des villes dans la ville.



Prochain carnet de l'AITEC le 15 avril

Vous souhaitez proposer vos analyses, commentaires, points de vues pour le prochain numéro ?
N'oubliez pas de nous faire parvenir vos articles avant le 8 avril !

Rédaction Hélène Cabioc'h – David Gabriel Bodinier - Envoyé le 6 mars 2009

Photo/illustration: p1 : Going Underground de Toni Blay (Valencia) – p2 : putpeoplefirst.org.uk – p3 : Françoise NB – p4 : Henri Lefebvre copyleft – p5 : FSM de Belém (forumreformaurbana.org.br) – p6 : decapitalismo (quiendebeaqui.org) – p7 : 19mars2009.fr – p10 : Lynda - démolition au Mureaux février 2009

N'hésitez pas à nous appeler à l'Aitec : 01 43 71 22 22.

A passer au CICP, 21 ter rue Voltaire, 75011, Paris. Métros : Rue des Boulets/Nation/Alexandre Dumas.

Contact email: contac.aitec@reseau-ipam.org

Site internet: <http://aitec.reseau-ipam.org>